



Mohammed ben Salmane est davantage menacé en interne que par les attaques d'AnsarAllah

Des tribus mécontentes, un clergé mis à l'écart, une armée délibérément divisée. Alors que les missiles houthis frappent Riyad, la prise de pouvoir du prince héritier pourrait bien causer sa perte.

Alastair Crooke

lun. 12 oct. 2026 8 min de lecture

Dans le cadre de sa stratégie « blocus contre blocus » et « aéroport contre aéroport », Ansarallah a mené samedi une troisième attaque contre l'aéroport international de Riyad : 12 personnes (principalement des civils) ont été tuées et plus de 300 blessées. Cette situation, conjuguée à l'escalade des attaques iraniennes contre les

pétroliers et à l'[extension](#) de ses opérations maritimes, accentue immédiatement la pression sur le président Trump pour qu'il réagisse — au moment même où les élections de mi-mandat approchent à grands pas.

Alors que le conflit militaire entre le Yémen et l'Arabie saoudite [se poursuit](#), cette dernière s'appuie de plus en plus sur des attaques contre des cibles civiles yéménites — en septembre 2025, [des rapports confirment](#) que « *près de 15 000 civils ont été tués par des actions militaires directes, la plupart lors de frappes aériennes menées par la coalition dirigée par l'Arabie saoudite* ». Pourtant, la résistance armée yéménite, s'inspirant de l'expérience iranienne, constate que l'Arabie saoudite est infiniment plus vulnérable *en raison de* ses infrastructures énergétiques exposées à ciel ouvert.

Si le Yémen continue de frapper avec précision les [principaux actifs économiques et énergétiques saoudiens](#), les conséquences pour Riyad se multiplieront — le champ de bataille deviendra de plus en plus celui de la destruction des infrastructures saoudiennes et de la souffrance de l'Occident *face* aux victimes civiles yéménites.

Ce scénario pourrait provoquer une destruction massive de capital et une [crise de la dette souveraine](#), contraignant Riyad à abandonner [davantage encore](#) de projets de *Vision 2030*, sur lesquels MbS a misé l'avenir du royaume.

L'Arabie saoudite continue de se comporter comme si les vieilles formules du sectarisme, de la propagande anti-iranienne et du discours anti-chiite pouvaient à nouveau servir à maintenir son positionnement pro-occidental. Mais ces mantras éculés ont perdu de leur efficacité — même auprès d'une grande partie des sunnites de la région.

La situation actuelle est fondamentalement différente. AnsarAllah [ne](#) représente pas le courant chiite duodécimain que la propagande saoudienne pourrait facilement présenter comme un « projet iranien ». [Le Yémen gouverné par AnsarAllah](#) possède son propre cadre idéologique, ses traditions théologiques, son histoire politique et son système de gouvernance. Ni AnsarAllah ni le camp pro-Sanaa au sens large ne peuvent être simplement réduits à une seule secte ou classe sociale.

Le paysage yéménite d'AnsarAllah comprend des sunnites hanafites, des zaïdites, des jaroudiya, des ismaéliens et d'autres écoles islamiques, avec même des éléments de groupes salafistes présents au sein de la structure sociale yéménite au sens large.

En bref, à moins que MbS ne capitule face aux exigences d'AnsarAllah — ce dont il semble incapable —, les conséquences pourraient déboucher sur une cascade macroéconomique dévastatrice au cœur du modèle économique du Golfe ; une

cascade qui, à mesure que son élan s'amplifie et que les capitaux étrangers fuient le royaume, entraînera un effondrement systémique de l'ensemble de l'entreprise coloniale occidentale dans le Golfe.

L'élément le plus paradoxal de ce drame est que ce ne sont pas les attaques d'AnsarAllah qui constituent la plus grande menace pour MbS — ni celles qui pourraient précipiter sa chute. Elle ne viendra pas non plus du champ de bataille. Le changement de régime *au sein même* de l'Arabie saoudite résultera de sa propre initiative — de sa quête compulsive de centralisation du pouvoir.

Même Edward Luttwak, connu pour ses liens avec l'État sécuritaire occidental, [observe](#) que —

« la raison de [l'impuissance] de l'Arabie saoudite face à l'offensive houthiste tient au fait que, pour la famille régnante du Royaume, le danger le plus mortel réside depuis longtemps dans un coup d'État militaire — tel celui qui a mis fin à la monarchie irakienne et tué tous les membres de la famille régnante des Hussein le 14 juillet 1958 »

« Face à ce danger, les chefs successifs de la famille régnante saoudienne ont mis en œuvre le remède le plus efficace qui soit : diviser pour mieux régner, non pas contre des ennemis étrangers, mais au sein de leurs propres forces armées. C'est pourquoi les différentes unités de combat des forces armées sont géographiquement dispersées sur le vaste territoire du pays et commandées par différents princes en charge de diverses divisions du ministère de la Défense, tous subordonnés au ministre lui-même, le prince Khalid (un frère cadet de Mohammed ben Salmane) ».

La crainte de MbS est qu'un pilote de F-15, n'appartenant pas au cercle privilégié des officiers rémunérés par la famille royale, puisse choisir d'attaquer l'un des palais princiers du royaume (au lieu de frapper une cible d'Ansar Allah) en prélude à une révolte militaire totale. Il ne s'agit pas d'une menace fantaisiste : un « fin connaisseur de l'Arabie saoudite » a récemment rappelé avoir entendu un jeune officier saoudien menacer de faire exactement cela.

En mettant fin au système traditionnel de patronage tribal grâce auquel les chefs de tribus s'attendaient à recevoir leur part des richesses pétrolières du royaume ; en s'emparant des terres tribales destinées aux « projets de prestige » de MbS ; et en œuvrant activement à redéfinir la légitimité fondamentale de l'Arabie saoudite, en s'éloignant des alliances tribales et religieuses traditionnelles pour se tourner vers une identité nationaliste, portée par la jeunesse et centrée sur [Vision 2030](#), MbS a privé les anciens des tribus traditionnelles de l'influence politique qu'ils exerçaient historiquement au sein de la cour royale.

MBS s'est fait de nombreux ennemis en transformant le royaume, non pas en un État-nation, mais plutôt en une propriété d'une seule et même famille. Il a concentré d'immenses pouvoirs politiques, économiques et sécuritaires au sein de sa branche familiale immédiate, agissant en tant qu'autorité absolue.

Comme l'écrit un commentateur —

« Pour les groupes tribaux traditionnels comme les Anizah, cela signifie que les décisions politiques sont prises strictement selon un principe descendant, laissant peu de place à la recherche traditionnelle du consensus ou à l'autonomie particulière dont les tribus jouissaient historiquement ».

L'érosion du contrat social historique a laissé un profond sentiment d'angoisse économique et de perte de prestige au sein des structures tribales traditionnelles — ainsi qu'au sein de l'establishment religieux wahhabite.

Il en résulte que —

« un regroupement tribal est en cours. Dans le nord et le centre du pays, les tribus du désert des Shammar et des Anizzah auraient fermé les frontières avec la Jordanie et l'Irak. Dans le sud, les tribus montagnardes ayant des liens de parenté historiques avec AnsarAllah sont plus enclines à ignorer la frontière avec le Yémen qu'à défendre la couronne ».

« Et nous saurons bien assez tôt si les [nombreuses] rumeurs selon lesquelles des représentants de plus d'une douzaine de tribus saoudiennes se seraient entretenus avec des représentants du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) et auraient évoqué un nouveau pacte politique — un État fédéral dans lequel les tribus recevraient une part des recettes du pétrole et du gaz — ont un fond de vérité. »

Il ne serait pas surprenant que d'autres tribus et clans de la région (Syrie, Irak...) nourrissent un ressentiment latent similaire à celui des tribus saoudiennes, qui couve secrètement et trouve lui aussi son origine dans leur propre expérience de l'exploitation coloniale imposée d'en haut.

Le royaume saoudien pourrait-il connaître une révolte contre MbS ? Une telle possibilité n'est pas sans précédent : lorsque la gouvernance imprudente du roi Saoud a menacé la survie de la monarchie en 1964, la famille royale, les princes de haut rang et les autorités religieuses sont intervenus pour le dépouiller de son pouvoir et lui imposer l'abdication.

En cas d'effondrement du régime de la famille al-Saoud dirigé par MbS, cela ne ferait pas seulement basculer le projet colonial du Golfe, mais déclencherait alors une course effrénée vers un réalignement géopolitique fondamental de la région.

La « configuration actuelle » coloniale imposée au Moyen-Orient depuis plus d'un siècle se trouve à un tournant. Tout est « en suspens ». Comment le président Trump réagira-t-il à l'intensification des attaques d'AnsarAllah contre l'Arabie saoudite ? Lancera-t-il une guerre de plus grande envergure dans toute la région en attaquant l'Iran, le Yémen ou l'Irak ? Ou bien une attaque de grande envergure contre AnsarAllah dans le nord du Yémen, avec la participation du Pakistan et d'Israël, sera-t-elle autorisée ? Ou encore, la région du Sistan-Baloutchistan, en Iran, pourrait s'embraser à la suite de l'infiltration, orchestrée par le Pakistan et la CIA, d'insurgés baloutches transfrontaliers, ce qui risquerait de provoquer des échanges de tirs entre l'Iran et le Pakistan.

Nous ne le savons pas. Mais il est communément admis que la configuration actuelle de la région a été dessinée à d'autres fins, antérieures : Bahreïn était perse pendant deux siècles avant 1783 ; le Koweït était un district de Bassorah jusqu'à ce que la Grande-Bretagne trace une ligne de séparation en 1899 ; les Émirats arabes unis formaient l'Oman de la Trêve (des émirats côtiers sous protection britannique, jusqu'en décembre 1971). Le Qatar était sous suzeraineté bahreïnienne, puis ottomane, puis britannique, avant de devenir un État en 1971. Le Liban et la Syrie ont été créés à partir des ruines de l'Empire ottoman par la France en 1920. La Jordanie a été proclamée « État » par un haut-commissaire britannique en 1921.

Luttwak [prévient](#) que — « *En fin de compte... les héritiers [de la dynastie al-Saoud] devront apprendre à partager les énormes recettes pétrolières de l'Arabie saoudite avec tous les autres, sous peine de perdre bien plus que leur simple richesse* ».

L'Iran vient de lancer des exercices militaires à grande échelle alors que tout laisse présager une possible escalade israélo-américaine imminente.

Le changement semble inévitable.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse MbS Arabie Saoudite